

# Front du Non à la nouvelle Constitution (F N C)

(00 33) .6 59 66 37 44 & (00 33) .6 99 23 82 78

frontdunon@gmail.com

Paris, le 2 mai 2012

Monsieur François HOLLANDE  
Candidat au 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle  
Parti Socialiste (PS)  
10, rue de SOLFERINO  
75007 - Paris

COPIE

Objet : Le Mali État membre de l'ONU (Souveraineté atteinte)  
Le Mali, compagnon de la libération en 14-18 et 39-45.

Monsieur HOLLANDE,  
Très cher camarade,

Qu'attendez-vous de l'Afrique? Que ferez-vous face à cette tentative de partition "de facto" du Mali ?

Le **FNC** (Front du **N**on à la nouvelle **C**onstitution) vous présente ses compliments et vous félicite sincèrement de votre score au premier tour de l'élection présidentielle.

Votre résultat ne nous a guère surpris; nous aurions plutôt été abasourdis et démobilisés du contraire.

Soyez-en donc remerciés, vous personnellement et toute votre équipe, au nom de toute l'Afrique en lutte pour une égale dignité des peuples et pour de nouvelles espérances.

Ce succès attendu ne vous a point été offert ; vous l'avez conquis de hautes et constantes batailles au nom de vos convictions et de l'idéal politique de votre parti.

Cette première victoire augure une nouvelle ère pour nous aussi ; Africains-Français et Français-Africains, engagés dans les mêmes combats, parfois dans le même parti ou dans la même section du même parti, d'autres fois en alliés ou sympathisants.

Alors, nous ne sommes donc pas seulement proches, nous sommes ensemble depuis longtemps et pour tous les combats futurs, pour de nouvelles victoires communes.

Aussi, nous, Expatrié(e)s d'Afrique en France, Africain(e)s de France, Français(e)s d'Afrique, militant(e)s engagé(e)s dans les luttes pour une Afrique véritablement libre, éduquée, saine et prospère, vous interpellons, sur la politique extérieure de la France en Afrique, particulièrement au Mali, et sur l'avenir de la France avec l'Afrique.

Considérant :

1. La **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**, notamment son préambule en ses articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 ;
2. La **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948**, notamment les paragraphes 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 de son préambule ainsi que son article 1<sup>er</sup> ;
3. Les **Principes Directeurs de l'Amicale Panafricaine du 5 juillet 2003** ;
4. La **Charte du Front du Non à la nouvelle Constitution (FNC)** du 24 août 2011 et « **l'Appel du 26 août** » du **FNC** ;

*Le Mali ou rien : Nous avons choisi !*

# COPIE

5. La **clôture des manifestations du Cinquantième des indépendances africaines**, notamment des pays francophones ;
6. La **longévité des dictatures en Afrique entretenue par une « France-Afrique » implicitement admise, les foyers de tensions politiques, les guerres civiles larvées**, compromettant les perspectives d'avenir de l'Afrique ;
7. Les **lutttes permanentes et actuelles des peuples africains pour l'accès aux droits et libertés fondamentales, pour l'accès aux soins contre le sida et le paludisme**, dans toutes les régions d'Afrique, etc...

Nous, Citoyen(ne)s africain(e)s immergé(e)s dans les traditions et valeurs de la France, convaincu(e)s des principes d'égalité et de respect mutuel des peuples, déclarons, à votre adresse particulière, notre exigence pour que la politique en Afrique cesse d'être une entreprise sanglante, affamant, exilant et tuant notre peuple avec le soutien de la France.

Nous vous demandons de vous engager nettement sur les points ci-dessous qui relèvent de la politique de la France à l'égard des Français d'origine africaine et des ressortissants africains sur son territoire et, notamment de la politique de la France en Afrique.

Nous vous en appelons, Monsieur François Hollande à

- ✓ respecter et faire respecter, au nom de la France, la souveraineté des peuples africains et l'intégrité de leurs territoires tels qu'ils sont fixés depuis les indépendances, et plus singulièrement l'inviolabilité des frontières qui sont reconnues à la République du Mali le 22 septembre 1960 ;
- ✓ mettre un terme à l'immixtion physique directe ou indirecte de la France dans les questions de politique intérieure des états africains, et plus singulièrement dans l'acceptation implicite de l'occupation des régions Nord de la République du Mali par des hommes armés à la solde de fanatismes et trafics internationaux ;
- ✓ exprimer la sensibilité de la France face aux expressions ouvertes des frustrations populaires, se muant en de pérennes foyers de tensions voire, par endroits, en conflits armés fratricides pendant que le sida et le paludisme, entre autres désastres, s'acharnent à laminer la santé et l'intelligence des Africains ;
- ✓ soutenir les légitimes aspirations des peuples des anciennes colonies à un mieux-être souvent occulté et jetant leur jeunesse, privée d'avenir sur la terre africaine, dans l'exil et dans toutes sortes d'aventures armées pour quelques moyens de survie ou, dans le meilleur des cas, pour quelques amorces d'un certain "*développement local*";
- ✓ s'associer aux volontés des peuples indépendants d'Afrique de s'éduquer, se former, se soigner et de vivre en paix sur leur terre et de sa seule richesse.

Au plan économique et monétaire, quand ils ne sont pas de simples filiales d'institution financière "*mère*" de la métropole, les établissements bancaires en Afrique sont, pour la plupart, précaires ou ruinés par la faute des dirigeants affairistes. Alors, les dépôts des fonds détournés s'effectuent essentiellement en occident, particulièrement en France qui se donne le loisir de les "*geler*" suivant les circonstances.

Nous vous en conjurons de tout faire pour que la France s'engage à

- ✓ reconnaître et préserver le droit des peuples d'Afrique à vivre et tirer profit des richesses de leur sol et sous-sol ;
- ✓ refuser d'héberger les fonds détournés sur les deniers publics des peuples laborieux d'Afrique en luttant contre l'enrichissement illicite des Élités et Hommes politiques;

*Le Mali ou rien : Nous avons choisi !*

- ✓ manifester sa désapprobation des transactions immobilières frauduleuses en faveur des tenants du pouvoir, par les achats de châteaux, villas, etc.
- ✓ mettre un terme aux compromissions d'affaires consistant au pillage systématique des ressources et matières premières nationales ;
- ✓ témoigner de sa volonté pour la relecture des clauses des contrats d'endettement et les conditions de la mise à plat de la dette de l'Afrique.

Les luttes pour les Droits et les Libertés en Afrique sont indissociables des combats pour la paix et la justice dans le monde, contre le racisme et toutes formes de discriminations. Elles sont parties intégrantes des grands mouvements universels d'émancipation et d'égalité des peuples. Elles doivent, à cet effet, servir la promotion d'une nouvelle dynamique du Panafricanisme souverain des peuples d'Afrique.

Dans une économie mondialisée tournée vers la création de profits, le continent africain ne saurait donc être mis à l'écart de l'éducation et du développement véritable.

La paix, la liberté et la justice, sans condition, devront aussi s'installer en Afrique et s'y pérenniser. Il y va de la quiétude du monde et de la crédibilité des institutions internationales et, en particulier, françaises !

Au Mali, depuis le 22 mars 2012, nous cherchons à nous convaincre que c'est en faisant application de l'art 36 de la Constitution du 25 février 1992 et en restant dans les limites de l'accord cadre que nous serons dans la légalité constitutionnelle.

Pourquoi la France, l'Union Européenne et la CEDEAO n'ont-elles pas été aussi promptes à envoyer des troupes pour libérer le Nord du Sahara malien des narcotrafiquants, des violeurs armés et autres bandits et criminels organisés ?

Que fait la France officielle de la Déclaration des Nations Unies portant principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États du 24 octobre 1970, qui stipule que « **...l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'État sont inviolables** » ?

Les contextes politique, social, économique et sécuritaire dans lesquels se débat le Mali pacifique, exige des réponses claires, franches et pérennes à l'ensemble des questions posées et préoccupations exprimées.

Dans cette attente nous, Expatrié(e)s d'Afrique en France, Africain(e)s de France, Français(e)s d'Afrique, militant(e)s réuni(e)s au sein du **Front du Non à la Nouvelle Constitution (FNC)**, faisons "Appel" à votre sens élevé de la justice et de la paix sociales.

En vous en souhaitant bonne réception, le **FNC** vous exprime, très cher camarade, son soutien ferme et ses meilleurs encouragements pour une franche victoire au 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle.

P / La Coordination

M. THIAM  
**COPIE**

*Le Mali ou rien : Nous avons choisi !*